



FO Energie et Mines
60 rue Vergniaud
75013 PARIS
Tél : 01.44.16.86.22
Email : secretariat.general@fnem-fo.org

Monsieur Jean-François CARENCO
Président de la Commission
De Régulation de l'Energie
15 rue Pasquier
75008 Paris

Paris, le 16 novembre 2020

N/réf. : 2821 – VH/SB

Objet : Consultation publique relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 6 HTA-BT).

Monsieur le Président,

La consultation publique sur le tarif de réseau de distribution intervient dans un contexte où les missions d'Enedis connaissent des évolutions très fortes dans le cadre de la transition énergétique.

L'importance croissante de la production décentralisée (éolienne et photovoltaïque) qui, contrairement à la production centralisée est essentiellement raccordée au réseau de distribution, le développement des réseaux intelligents permis notamment par l'achèvement prochain du programme Linky, les nouveaux usages de l'électricité, notamment mais pas seulement avec le développement très important du véhicule électrique, sont les éléments qui structurent le rôle d'Enedis dans la période couvrant le TURPE 6.

Comme elle ne l'a sans doute jamais été aussi fortement dans son Histoire, Enedis est donc aujourd'hui un maillon essentiel de la transition énergétique.

Toutes ces nouvelles missions vont générer des investissements importants.

Certains d'entre eux sont très utiles à la décarbonation de notre économie et donc à l'objectif -que FO Energie et Mines partage- de l'atteinte à la neutralité carbone de notre pays en 2050.

Il en va ainsi des investissements nécessaires au raccordement des véhicules électriques qui doivent passer entre 2018 et 2028, de 25 millions à 350 millions. A noter que même si on prend le raccordement des clients hors véhicule électrique, ce poste va atteindre en 2024, 1.100 millions d'euros.

A cela s'ajoutent des investissements importants sur les systèmes d'information dans un contexte où la cyber-sécurité est un enjeu majeur pour Enedis, opérateur d'infrastructure essentielle.

En même temps, le distributeur doit faire face au coût du développement des énergies renouvelables intermittentes raccordées au réseau de distribution. Rien que pour Enedis, les investissements pour raccorder des ENR devraient être multipliés par 2, passant de 250 à 500 millions annuels, soit 10% de ses CAPEX annuels.

Ces derniers éléments sont très coûteux pour le consommateur, tout cela pour un bénéfice nul en termes de sécurité d'approvisionnement de la France et d'émissions de CO2 puisque le mix électrique national est déjà décarboné à plus de 90%. Nous avons noté que la Commission de Régulation de l'Energie, elle-même, avait régulièrement attiré l'attention sur ces coûts.

Pour autant, les dispositions favorisant les énergies intermittentes ayant été votées par le Parlement, elles doivent trouver une traduction dans le tarif de distribution.

Ni Enedis, ni ses personnels ne doivent être les victimes d'une volonté de limiter la hausse du TURPE, dont le niveau est largement déterminé par les choix politiques des pouvoirs publics.

FO Energie et Mines considère que ce TURPE doit répondre aux nécessités du service public de distribution tout en assurant aux personnels d'Enedis un niveau leur permettant d'avoir de bonnes conditions de travail assorties d'une reconnaissance de leur professionnalisme.

C'est pourquoi, nous tenons à manifester notre désaccord avec l'hypothèse de gains de productivité proposée par Enedis de 1,9% par an.

C'est dire que nous sommes encore plus en désaccord avec plusieurs hypothèses formulées dans la consultation publique sur laquelle nous sommes appelés à réagir !

Sur le cadre de la régulation, FO Energie tient à manifester son désaccord avec les mécanismes **de régulation incitative proposés**, qui sont asymétriques, s'inscrivent très largement dans une logique punitive et qui sont pour un certain nombre d'entre eux inatteignables.

Il en va ainsi par exemple de l'indicateur « qualité de transmissions des données », les trois indicateurs proposés ne sont, en effet, assortis que de pénalités ! Sur le raccordement, le nouvel indicateur de délais de raccordement prévoit une pénalisation lourde et un bonus, qui lui est capé ! Enfin, sur l'innovation pour l'externe, il est incompréhensible que les pénalités de retard –dont nous contestons le principe- ne soient pas liées à l'existence d'un accord préalable d'Enedis avec un cahier des charges précis. C'est la porte ouverte à tous les abus !

D'autres postes sont soumis à une régulation incitative alors qu'ils n'ont rien à y faire : c'est le cas en ce qui concerne la maîtrise des pertes, Enedis n'ayant pas de leviers en la matière.

Enfin, le sujet du mécanisme de régulation incitative pour les investissements et charges « hors réseaux » couvrant les SI, l'Immobilier et les véhicules traduit également un parti pris inacceptable.

Nous contestons, en particulier, le fait que ne soit pas pérennisé dans ces domaines les dispositifs prévus dans le TURPE 5 qui permettaient de couvrir, via le Compte de Régularisation des Charges et Produits (CRCP), un certain nombre de dépenses hors socle. De manière encore plus incompréhensible, nous contestons les propositions d'ajustement de moins 133 millions d'euros sur la période visant à autoriser le même niveau de dépenses en 2024 qu'en 2019 alors que les dépenses de SI vont augmenter significativement.

La transition énergétique impose à l'évidence un niveau de dépenses approprié pour le SI, et il est indispensable que les aspects liés à la cyber-sécurité, **enjeu majeur pour les réseaux**, mais aussi ceux liés à d'éventuelles modifications réglementaires soient prises en charge par le CRCP.

S'agissant encore du CRCP, nous contestons également l'exclusion de son périmètre des contributions au Fonds de Péréquation de l'Electricité ou au Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification car Enedis n'a aucune prise en la matière !

Ainsi, FO constate qu'au travers d'une régulation incitative totalement biaisée, d'ajustements de coûts infondés et d'une exclusion arbitraire de certains postes du CRCP, le projet de TURPE proposé ne prend pas en considération les coûts réels supportés par Enedis pour assurer ses missions de service public.

Au-delà de ce qui vient d'être souligné, FO Energie et Mines tient à formuler les observations suivantes sur le niveau de TURPE envisagé par la CRE (augmentations tarifaires prévues entre 1,5% pour la borne basse et 2,5% pour la borne haute).

En premier lieu, et s'agissant de **l'intégration des colonnes montantes** prévue par la loi ELAN, FO Energie et Mines souligne que la non-couverture de l'intégralité des droits en espèces du concédant constitués par Enedis serait contraire au Code de l'Energie. Cela serait non seulement inacceptable mais surtout illégal !

Concernant le niveau de rémunération de l'actif, **FO Energie et Mines rappelle que celui-ci doit être calibré pour financer le programme d'investissement, singulièrement dans un contexte où le niveau de risque porté par l'activité de distribution, est croissant.** C'est pourquoi, FO considère que la réévaluation du « bêta » de l'actif, tel que proposé par Enedis, est légitime car son niveau actuel est loin d'atteindre celui des distributeurs gaziers, dont la situation n'est pourtant guère différente des distributeurs électriques. Il en va d'ailleurs de même si on compare avec les réseaux européens. Cette différence de traitement, pourtant déjà pointée lors des TURPE précédent, n'est toujours pas expliquée dans la consultation publique...

S'agissant enfin des charges d'exploitation, FO Energie et Mines condamne avec force les trajectoires de charge proposées par la CRE.

Indépendamment du fait que le niveau des ajustements (755 millions d'euros) est manifestement le fruit d'erreurs de calcul ou de méthode, nous notons que les gains de productivité hors Linky proposés par l'auditeur correspondent à 5% (productivité rapportée au km de ligne) voire à 6% (productivité rapportée au nombre de clients) entre 2019 et 2024 !

C'est là un vrai scandale qui malheureusement ne nous étonne guère.

La CRE a en effet décidé de choisir à nouveau, -comme pour le TURPE 5- le cabinet luxembourgeois Schwartz pour auditer ces charges, sans doute car celui-ci délivrait les résultats attendus... Et celui-ci a fait preuve du même parti pris contestable en matière de charges de personnels avec des hypothèses notamment -mais pas seulement- de masse salariale provocatrices.

FO Energie et Mines le réaffirme haut et fort : les personnels d'Enedis sont la force de cette entreprise majeure de service public et nous n'accepterons jamais qu'ils soient les variables d'ajustement de la transition énergétique.

Or, nous avons en tête le communiqué de presse de la CRE du 6 octobre 2020 saluant « l'engagement de l'ensemble des salariés des réseaux d'énergie » pour faire face à la tempête Alex. Force est de constater que cette proposition de TURPE 6 n'est pas en ligne avec ces félicitations adressées aux agents d'Enedis.

Pour conclure, FO Energie et Mines considère :

1. Qu'il appartient aux pouvoirs publics et à la CRE de **tirer toutes les conséquences des choix énergétiques et de la transition énergétique** en termes de fixation du niveau du TURPE.
2. Que celui-ci doit donc prendre en compte **tous les coûts** permettant au service public de distribution de fonctionner au service des citoyens.
3. Que pour garantir **la péréquation tarifaire**, principe d'égalité républicaine entre les territoires, auquel FO comme la grande majorité des citoyens est attaché, il est indispensable que le TURPE permette à Enedis d'assurer les moyens de respecter les engagements vis-à-vis des collectivités locales pour les contrats de concession en vigueur ou en cours de renouvellement.
4. Que le TURPE doit également s'inscrire dans une **dynamique de reconnaissance des qualifications des personnels d'Enedis et d'amélioration de leurs conditions de travail**, eux qui assurent au quotidien, cette mission au service des citoyens.

Or, force est de constater que les propositions de TURPE ne répondent pas à ces exigences et elles sont donc pour FO Energie et Mines inacceptables.

Il en va ainsi des dispositions prévoyant, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- une régulation « incitative » asymétrique, le plus souvent punitive et dangereuse pour le service public comme en témoignent les propositions incompréhensibles sur les SI par exemple.
- la non prise en compte intégrale des coûts du transfert des colonnes montantes à Enedis contrairement au Code de l'Energie.
- l'exclusion du CRCP de plusieurs éléments (comme la participation au FACE et au FPE) qui dépendent pourtant uniquement des pouvoirs publics et non d'Enedis, mais aussi de certains aspects liés au SI.
- une rémunération de l'actif qui reste beaucoup plus faible que celle en vigueur dans les réseaux étrangers ou gaziers français.

- des charges d'exploitation et en particulier de personnel qui sont contraintes de manière inacceptable.

Sur ce dernier point, nous le redisons. Si ce TURPE devait être approuvé par la CRE en ne prenant pas en compte ces demandes légitimes, cela serait un mauvais coup porté au service public et cela ne pourrait qu'engendrer de la colère parmi les personnels.

Pas plus que les personnels hospitaliers ne se sont contentés des remerciements du gouvernement pendant le confinement, les agents d'Enedis ne sauraient se contenter des félicitations de la CRE pour leur action lors de la dernière tempête.

Ce dont ils ont besoin, ce sont des actes et il est clair que cette proposition de TURPE 6 va à l'encontre de la reconnaissance qu'ils sont en droit d'attendre.

Ils ne sauraient être les variables d'ajustement de la transition énergétique, pour permettre de limiter la hausse du TURPE générée par les pouvoirs publics ! Ceux-ci doivent assumer les conséquences en termes de prix pour les consommateurs des choix politiques qu'ils font.

Il reste que si les pouvoirs publics veulent limiter la hausse des tarifs d'électricité, par ailleurs souhaitable, d'autres solutions existent comme FO l'a mis en avant à de nombreuses reprises.

Pour cela, il serait nécessaire d'arrêter de subventionner les énergies intermittentes (121 milliards d'euros de coût !) qui ne contribuent pas à la sécurité d'approvisionnement ni à la lutte contre le CO2 et sont très pauvres en emplois qualifiés ! Il serait aussi nécessaire de baisser la CSPE qui pèse très lourdement sur les factures.

Mais la solution ne saurait être de contraindre artificiellement le TURPE et d'affaiblir le service public et de pressurer le personnel !

C'est pourquoi FO rejette ce projet de TURPE 6 et demande à la CRE de revenir avec une copie alliant développement du service public et progrès social.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Vincent HERNANDEZ
Secrétaire Général